



# attac *L'éducation n'est pas une marchandise !*

---

## ALERTE GÉNÉRALE À LA CAPTURE DES SERVICES PUBLICS

---

À l'écart de tout débat démocratique, en catimini, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) négocie actuellement à Genève la mise en place de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). De ce fait, elle se prépare à ouvrir la voie aux entreprises transnationales pour le démantèlement des services publics.

En effet, le négociateur européen pour les services, Michel Servoz, juge l'éducation, la santé, l'environnement « mûrs pour la libéralisation » (*AGCS 2000 : De nouvelles directions pour la libéralisation des services*).

L'enjeu est de taille. Si la logique de l'OMC suit son cours, tous les secteurs sont menacés : santé, culture, éducation, transports, environnement... Un marché juteux, beaucoup plus à terme, que les marchandises. Plus de 3000 milliards de dollars annuels pour la santé, 2000 milliards pour l'éducation. En France, plus de 60% du produit intérieur brut (PIB).

L'AGCS, dont on négocie actuellement les domaines d'application, offrirait dans le domaine de l'ÉDUCATION les mêmes facilités aux entreprises privées étrangères qu'au secteur national. Déjà les pays qui se trouvent de force sous la coupe du Fonds Monétaire International (FMI) nous montrent la voie : au Brésil l'école de qualité est privée et payante ; l'Etat demande à la charité publique de prendre en charge les pauvres (« Adoptez un analphabète et payez avec votre carte de crédit ! »). Au Mexique, l'augmentation drastique des frais de scolarité universitaire a été à l'origine d'une grève de près d'un an qui a secoué le pays. En Europe, les réformes se préparent peu à peu, au nom de la modernisation, et il est urgent de s'y opposer vigoureusement.

À titre d'exemple, Claude Allègre a déclaré : « Nous allons vendre notre savoir-faire à l'étranger, et nous nous sommes fixés un objectif de deux milliards de chiffres d'affaires en trois ans. Je suis convaincu qu'il s'agit là du grand marché du XXIe siècle. » (*Marianne*, 11/1/1999)

Le rôle des pouvoirs publics en matière d'éducation, selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), consiste juste à « assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser. » (*OCDE Countries*, 1996)

Pascal Lamy, commissaire européen chargé du commerce, a osé dire à des patrons américains : « Si nous voulons améliorer notre propre accès aux marchés étrangers, alors nous ne pouvons pas mettre à l'abri nos secteurs protégés. Il nous faut être prêts à les négocier tous si nous voulons avoir matière à un accord global. Pour les États-Unis, comme pour l'UE, cela veut dire quelques douleurs dans quelques secteurs, mais des gains dans beaucoup d'autres, et je crois que nous savons, de part et d'autre, qu'il faudra consentir des sacrifices pour obtenir par ailleurs ce que nous voulons. » (*US Council for International Business*, 8/6/2000).

**Seattle, Millau, Prague...** Des citoyens du monde entier réagissent.

**PÉTITION : L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE !**

NOUS REFUSONS ABSOLUMENT QUE LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION SOIT SACRIFIÉ AU POUVOIR DES MULTINATIONALES ET DES MARCHÉS FINANCIERS.

NOUS EXIGEONS LE RENFORCEMENT D'UNE ÉDUCATION GRATUITE ET DE QUALITÉ.

NOUS DEMANDONS L'ABANDON DES NEGOCIATIONS DE L'AGCS ET UN CONTRÔLE CITOYEN DE L'OMC.

NOM - Prénom	Adresse	Profession	Signature

**Retour de pétition et demande de renseignements : attac 78 sud, BP 82, 78460 CHEVREUSE.**